



Ouagadougou, le 25 JAN. 2005

N° 2005 165 /MFB/CAB

CIRCULAIRE

A

Tout Contrôleur financier des EPE
Tout Agent Comptable des EPE

Objet : Précisions sur certains points
du régime indemnitaire applicable
aux agents des EPE

Il m'a été donné de constater que depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2004-398/PRES/PM/MFB du 16 septembre 2004 portant régime indemnitaire applicable aux agents des Etablissements Publics de l'Etat (EPE), certaines dispositions dudit décret sont diversement interprétées et nécessitent les clarifications suivantes :

- 1) Pour l'indemnité de mission à l'intérieur prévue à l'article 11 du décret suscité, le décompte se fait de la même façon que l'indemnité de mission à l'extérieur. Si le premier jour est pris en compte, le dernier ne l'est pas et vice-versa.

Cependant, l'indemnité d'une mission qui s'est déroulée en un seul jour est due.

- 2) L'indemnité de tournée ou de chantier, prévue à l'article 12 du même décret, est exclusivement octroyée aux agents des EPE pour des activités habituelles menées sur le terrain en dehors des lieux de résidence habituelle et n'est ni assimilable, ni cumulable avec l'indemnité de mission à l'intérieur.

Dans tous les cas, chaque conseil d'administration déterminera, suite à une délibération, la nature des activités entrant dans le cadre soit des missions à l'intérieur, soit de tournées ou de chantier.

- 3) La prime de recouvrement, prévue à l'article 16, est exclusivement servie aux agents de l'ARTEL dont l'activité principale est le recouvrement des droits liés à la régulation des télécommunications.
- 4) L'indemnité forfaitaire de risque, prévue à l'article 19, est servie uniquement aux cliniciens et aux garçons et filles de salle des Etablissements Publics de santé affectés de façon permanente et non occasionnelle dans les services de soins, les services de laboratoires, les services de l'imagerie médicale et les services de maintenance des équipements biomédicaux cités dans le décret.

Les agents relevant de structures administratives n'ayant pas le statut d'Etablissement Public de l'Etat ne sont pas concernés par les présentes dispositions.

- 5) L'indemnité de garde, objet de l'article 20, est octroyée à tout le personnel des établissements publics de santé assurant la garde conformément aux taux prévus par le décret.

Cette indemnité est étendue au personnel de la catégorie P assurant la garde mais ne remplissant pas les conditions de présence physique effective.

La liste des bénéficiaires des indemnités forfaitaires de risque et des indemnités de garde doit être établie par délibération du Conseil d'administration.

J'attache du prix au strict respect des présentes instructions.


Jean-Baptiste M.P. COMPAORE
 Officier de l'Ordre National

Ampliations :

Tous PCA des EPE
 DG des EPE